

“Expulsion day” : le retour des beaux jours et la fin des squats

La DH, 01/04/2022

WOLUWE-ETTERBEEK-MOLENBEEK

Ce 31 mars marque la fin d'une trêve implicite pour plusieurs occupations précaires. Exemples à Woluwe, Etterbeek et Molenbeek.

Nous retrouvons Laurent d'Ursel, secrétaire du syndicat des Immenses (“Individu dans une Merde Matérielle Énorme mais Non Sans Exigences”) rue de l'activité à Woluwe-Saint-Lambert. Ici, le bâtiment Immoc est inoccupé. Alors, il y a un an, avec l'accord du propriétaire et de la commune, Abdel s'installe ici avec une douzaine de personnes et le soutien du syndicat, qui reste une association de fait et non de droit. “Nous avons vu ce lieu comme un symbole, des logements sociaux abandonnés depuis des années alors que la demande est énorme. Imaginez le nombre de nuits qu'il aurait pu y avoir ici...” Devenu non conforme aux règles d'habitabilité, le site est balancé depuis des années entre les plans de réaménagement.

Sans représentant valable, les occupants ne signent pas de convention d'occupation avec le propriétaire, la Société immobilière de service public (Sisp) Habitation Moderne. L'occupation doit être temporaire: la Sisp compte démolir

le site et reconstruire des logements sociaux. Temporaire aussi puisque sans convention, il n'y a pas d'accès à l'eau autre que l'eau de pluie. La situation se dégrade dans le squat au point que le bourgmestre, Olivier Maingain (Défi), prend un arrêté d'expulsion à cause “de la non-con-

formité des lieux à la dignité humaine”. Quelques mois plus tôt, le juge de paix avait fixé la date du 31 mars pour le départ des occupants: la fin de l'hiver et le début des travaux de la Sisp. Finalement, la démolition ne commencera que dans quelques mois: “problème d'organisation de chantier.”

Nous retrouvons donc Abdel, banderole à la main, ce jeudi matin. “Je ne sais pas où aller. Je voudrais rester une semaine de plus pour bien rassembler mes affaires et prévoir mon

déménagement.”

Pour Benoît aussi, le 31 mars est un tournant. Il vit dans un bâtiment du CPAS d'Etterbeek et sa convention d'occupation se terminait ce jeudi. Il se dit exclu de l'accompagnement social: “Ils ont estimé que je ne pouvais pas gérer un logement et mes demandes de logement social en dérogation ont été rejetées. Ça fait 2 ans que je suis sur liste d'attente. J'en aurais peut-être un dans 8 ans. Ils vont passer aujourd'hui, constater que je ne compte pas partir et donc lancer les procédures pour m'expulser. Je n'ai plus que le marché privé pour trouver un logement et je n'ai pas les moyens.”

■ “2 poids, 2 mesures”

Dans l'ancienne banque KBC avenue du port à Molenbeek, c'est aussi le jour officiel

de l'expulsion. Saïd, le porte-parole des 170 occupants, nous explique avoir obtenu une semaine de plus, le temps de signer une convention pour un bâtiment à Ixelles. “On est prêts à déménager, mais cela reste encore temporaire.” Ici, les occupants sont majoritairement sans papiers, ce qui complique évidemment l'accès aux logements.

“Je voudrais rester une semaine de plus pour bien rassembler mes affaires.”

Laurent, Benoît ou encore Saïd, tous nous citent l'exemple ukrainien: “On n'est pas contre les Ukrainiens. On voit juste que pour eux, c'est possible et pour nous non. C'est une forme de racisme.”

Le dernier recensement de Bruss'help dénombre 5313 personnes sans foyer dans la région. Parmi elles, la région estime que 10% sont à la rue, 30% dans des squats ou des espaces non agréés et le reste est pris en charge par des structures d'aide. Pour Laurent d'Ursel: “Si l'on considère le sans-chez-soi-risme comme une fatalité, ça existera toujours. Il faut sortir des solutions temporaires.”



■ Abdel dans sa future ancienne chambre à WSL - Manifestation des occupants de la KBC. © E.CAMERIERE